

# La dangereuse politique scolaire de Martine Aubry

Martine Aubry a répondu dernièrement aux questions des lecteurs du Parisien : <http://www.leparisien.fr/election-presidentielle-2012/martine-aubry-je-reverrai-a-la-baisse-le-salaire-du-president-25-08-2011-1578077.php>

Notre attention s'est portée sur la réponse fournie par la candidate aux primaires du Parti socialiste au sujet de la politique éducative :

***« Il faut complètement refonder l'école. L'école doit être au service des enfants et le rôle des enseignants doit être revalorisé. Il faut arrêter de supprimer des postes. [...] Mais je l'ai dit aux syndicats d'enseignants, on ne pourra pas tout faire. Il faudra mettre plus de profs là où on en a vraiment besoin, accepter qu'il y ait plus d'élèves par classe là où les enfants vont bien, et moins d'élèves là où ils ne vont pas bien. Moi je n'ai pas de problème pour dire que dans les endroits privilégiés on peut être beaucoup par classe. A mon époque, on était quarante et on n'avait pas trop de difficultés. [...] Concernant la formation pédagogique, nous la remettons en place dès notre arrivée au pouvoir. »***

Il convient d'analyser un instant les dires de la Première secrétaire du PS. Martine Aubry feint de ne pas savoir que dans les vrais « endroits privilégiés » les élèves sont, en grande majorité, scolarisés dans des établissements privés. Peut-être fut-ce le cas de sa propre fille. Il faudrait faire remarquer à Madame Aubry que les difficultés scolaires ne se concentrent pas uniquement dans les ZEP. Je tiens d'ailleurs à préciser que je suis favorable à l'augmentation du nombre de professeurs dans les Zones d'éducation prioritaire mais je ne suis pas pour autant favorable à ce que l'on « déshabilite

Pierre pour habiller Paul ».

Je suis professeur d'Histoire-géographie et j'ai enseigné dans un Lycée général tout à fait correct, ne connaissant pas de problèmes particuliers. L'année dernière, une des mes classes de seconde était composée de plus de 30 élèves. Quoique ceux-ci fussent dans l'ensemble fort sympathiques et n'éprouvassent pas, à quelques exceptions près, de grandes difficultés scolaires, la gestion de cette classe de 34 adolescents ne fut pas toujours une chose aisée. De ce fait, la progression des cours tendait à ralentir et certaines activités ne pouvaient être réalisées. De plus, dans une classe nombreuse, il devient plus difficile de prendre en compte les difficultés individuelles des élèves. Tout professeur et tout élève honnête reconnaîtra, sans la moindre hésitation, qu'il n'est ni souhaitable, ni recommandable de faire ou de suivre un cours dans une classe de plus de 30 élèves..

Ainsi, la proposition de Martine Aubry correspond plus à une redistribution qu'à une création de postes d'enseignants. Cela ne contribuerait, hélas, qu'à affaiblir davantage le niveau scolaire. Par ailleurs, il conviendrait de demander plus de détails et de précisions concernant le volet « éducation-enseignement » du programme du Parti Socialiste. Je crains – mais j'espère me tromper – que sur un certain nombre de propositions (bivalence, refonte des systèmes scolaires, temps de travail des enseignants, autonomie des établissements, etc), il y ait concordance de vue avec l'UMP. A une différence près : le PS souhaite que la formation IUFM – dispensée par les adeptes de Philippe Meirieu – soit de nouveau proposée aux professeurs stagiaires.

J'avais été assez critique à l'égard de Christine Tasin lorsqu'elle affirma, il y a quelques temps de cela, que certains socialistes fondaient la logique même de leur politique éducative sur un sentiment d'anti-élitisme et d'anti-bourgeoisie primaire. Je reconnais aujourd'hui que Christine n'avait pas complètement tort. Je nuancerais cependant certains points : il s'agit, à mon avis, d'un sentiment d'anti-élitisme et d'anti-bourgeoisie (Aubry parle

de « privilégiés ») par amalgame. Est un privilégié celui qui ne rencontre pas de problèmes, qui arrive à suivre une bonne scolarité en travaillant sérieusement et qui, grâce à ses efforts, parvient à obtenir des diplômes reconnus et une profession estimable. En d'autres termes, la méritocratie républicaine devient un synonyme de privilège injuste. Chacun appréciera.

**Stanislas Geyler**